

Singulier pluriel

Déposé le
08/09/2008

Dispensé de timbrage Valence CTC

P PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Bulletin de la Fédération Syndicale Unitaire Drôme

**Rassemblement
à 18 h devant
l'Inspection
Académique.**

JEUDI 11 SEPTEMBRE
**Journée Nationale d'action
dans l'Education...**

**Un lâcher de ballons symbolisera
notre revendication :**

« De l'oxygène pour l'Ecole... »

A l'appel des organisations : FSU,
CGT-Education, Sgen-CFDT, UNSA-Education,
FO, FCPE, FAEN, UNEF, UNL, CRAP...

ETIQUETTE



F.S. Drôme

Fédération
Syndicale
Unitaire

Enseignement
Education
Recherche
Culture

SNASUB
SNEPAP
SNEPES PJJ
SNEP
SNES
SNESUP
SNETAP
SNICS
SNPIEN
SNUANPE
SNUASEN
SNUEP
SNUipp
UNATOS

Maison des
Syndicats
17, rue Bizet
26000 Valence
tél. : 04.75.56.83.28
fax : 04.75.56.83.30
Mail :
fsu26@fsu.fr

Mardi 7 Octobre : journée de mobilisation interprofessionnelle, sur l'emploi,
précarité, pouvoir d'achat à l'appel de CGT, CFDT, UNSA, CGC, Solidaires, FSU.

Dimanche 19 Octobre : Manifestation nationale de toute l'Education.

Cette journée se déroulera pendant la discussion budgétaire à l'Assemblée Nationale.

La riposte est plus que jamais nécessaire !

Nous allons entamer la deuxième année scolaire de la présidence (*faut-il dire du règne ?*) de N. Sarkozy. La première année a vu se multiplier les attaques contre la satisfaction des besoins collectifs et les Services Publics, notamment contre l'Ecole : suppressions massives de postes, nouveaux programmes et modification arbitraire des horaires dans le 1^{er} degré...

La profession s'est fortement mobilisée et les actions ont été nombreuses et puissantes contre ces attaques mais aussi pour la défense de nos salaires, du système de santé...

En dépit d'une opinion publique favorable à nos revendications, ces actions n'ont cependant pas réussi à faire reculer le pouvoir qui persiste et signe !

En effet, ce sont 13 500 suppressions de postes supplémentaires qui sont d'ores et déjà prévues par Darcos à la rentrée 2009. En 2010 et 2011, il envisagerait 16 000 suppressions chaque année. Et le ministre n'entend pas en rester là. Plusieurs dizaines de milliers de postes seraient menacées les années suivantes. A terme, l'Education Nationale perdrait de 10 à 15% de ses personnels !

La droite en place au pouvoir entend réduire drastiquement les coûts pour arroser encore plus les riches au détriment de la majorité des Français. Elle entend également favoriser l'émergence d'un système d'éducation à deux vitesses en favorisant systématiquement l'enseignement privé et confessionnel au détriment du public.

Il est de notre devoir à tous de ne pas laisser faire !

La plupart des organisations de l'Education (*enseignants, parents, étudiants et lycéens, organisations pédagogiques...*) ont décidé d'une campagne en direction de l'opinion sur la politique éducative du gouvernement et la place de l'éducation dans la société.

Deux moments de cette campagne sont d'ores et déjà décidés :

***Une journée nationale d'action le 11 septembre
et une manifestation nationale pour l'éducation le 19 octobre.***

La FSU appelle tous ses syndiqués à assurer le succès de ces premières initiatives.

Georges Coté, secrétaire départemental.

Avec une date de plus dans le paysage...

Communiqué commun des organisations syndicales CFDT, CFE-CGC, CGT, FSU, Solidaires, UNSA .

Les six organisations syndicales (*CFDT, CFE-CGC, CGT, FSU, Solidaires, UNSA*), réunies le 4 septembre 2008, ont décidé de mettre en œuvre tous les moyens de parvenir à des mobilisations d'ampleur, dans tout le pays, ***le mardi 7 octobre prochain à l'occasion de la journée syndicale mondiale pour le travail décent***, organisée par la Confédération Syndicale Internationale (CSI).



Elles travaillent à la formalisation d'un appel unitaire en vue de favoriser l'implication dans cette journée du plus grand nombre de salariés.

L'EDUCATION EST NOTRE AVENIR : IL NE DOIT PAS SE DECIDER SANS NOUS !

Notre pays a cette chance extraordinaire de disposer d'un grand service public laïque d'éducation. Il traduit notre choix républicain d'une société où tous les citoyens vivent ensemble.

Mais imagine-t-on ce que deviendrait ce principe, sans ce tour de force de l'accueil de tous les jeunes, sans distinction, réalisé quotidiennement par notre Ecole ?

Cette Ecole publique, que nous aimons pour ses réussites incontestables, rencontre aussi des difficultés. C'est pourquoi nous souhaitons passionnément qu'elle évolue et se transforme pour s'acquitter vraiment de sa mission démocratique : faire réussir tous les jeunes, pas seulement les plus favorisés ou les plus « méritants ».

Pour nous, ce débat et cet effort concernent tous les citoyens car, à travers l'avenir de la jeunesse, c'est celui du pays qui se joue.

Or, en lieu et place de ce que devrait nécessiter cette grande cause nationale, rassemblant largement les citoyens, à quoi assistons-nous ? Au spectacle d'une politique gouvernementale qui, au-delà des habillages, ne voit dans l'Education qu'un moyen d'économiser. Plus que tout discours, la préparation du budget 2009 en est la démonstration : 13500 suppressions d'emplois programmées, soit, dans le cadre triennal dans lequel ce budget s'inscrit, plus de 40 000 postes promis à disparition sur les 3 ans, à rajouter aux 11 200 suppressions de cette année !

Tout n'est sans doute pas question que de postes en matière éducative mais nous affirmons que rien ne pourra se faire dans cet acharnement d'un « toujours moins de postes » !

Rien ne pourra davantage se faire avec des réformes à marche forcée, encore moins lorsqu'elles aboutissent à de vraies régressions.

Rien ne pourra se faire non plus si l'Etat ne cesse de se désengager de ses missions, déléguant hors de l'école ce qu'elle doit assurer pour tous.

Aussi, nous poussons aujourd'hui un cri d'alerte : cette politique va détériorer sur le long terme le service public d'Education. Elle porte tous les ingrédients pour que se développe une école à deux vitesses dans une société minée par les injustices et les inégalités.

De ce projet, nous ne voulons pas !

Nous voulons une politique éducative ambitieuse faisant avancer notre Ecole publique en mettant au cœur la réussite de tous les jeunes. Nous voulons, pour cela, d'autres choix...

Nous en appelons à toutes celles et tous ceux qui pensent que l'éducation est une richesse pour notre pays, que l'avenir se joue aujourd'hui, à toutes celles et tous ceux qui refusent que la politique suivie n'entraîne, pour de nombreuses années, le service public d'Education dans l'affaiblissement.

Quelle place veut-on donner à l'Education dans notre pays ? Quel citoyen veut-on préparer ? Nous n'acceptons pas que la société découvre a posteriori qu'on aurait répondu à sa place, en catimini, à ces questions fondamentales !

Alors, mobilisons-nous ensemble, débattons, parlons, proposons, interpellons l'opinion, agissons sans attendre !

***Rassemblons-nous tous dans une grande manifestation nationale
le dimanche 19 octobre à Paris.***



Actualités... Actualités... Actualités...

NON à « EDVIGE » :

700 organisations et 90 000 personnes à ce jour dénoncent EDVIGE, un fichier informatique liberticide.

Le fichage généralisé des français est d'ores et déjà en train.

Avec base-élèves, le gouvernement se donnait déjà la possibilité de ficher les enfants et leur famille.

Avec Edvige, tous les Français, de plus de 13 ans, qui participeraient de près ou de loin à une association, un syndicat ou un parti politique... seraient fichés, tous les éléments de leur vie, même les plus personnels, enregistrés.

Nous ne sommes plus très loin de Big Brother.

Pour obtenir l'abandon d'EDVIGE, signez la pétition en ligne sur le site :

<http://www.nonaedvige.ras.eu.org>

Protection judiciaire de la jeunesse :

Le gouvernement remet en cause l'ordonnance de 1945 relative aux mineurs délinquants.

Il développe les mesures d'enfermement au détriment des politiques sociales de prévention et de suivi.

Il a ainsi décidé de construire partout des « *Etablissements Pénitentiaires pour Mineurs* ».

Avec le SNPES-PJJ/FSU, **exigez le retour aux principes de l'ordonnance de 1945 ainsi que la fermeture de tous les nouveaux établissements pénitentiaires pour mineurs** en signant la pétition sur :

www.snpespjj-fsu.org



Les 11 septembre, 7 et 19 octobre...

Construisons et amplifions

un plan d'action combatif !

